

Les raisons de la fracture entre les politiques et les Français

La question de la démocratie représentative a pris une ampleur sans précédent en France alors même que l'on va célébrer le sixième anniversaire de la Ve République. Les élections de 2017 se sont déroulées dans le cadre d'une crise historique de confiance entre les Français et leur personnel politique. Les propositions de réforme constitutionnelle se sont multipliées. Comment expliquer cette crise de confiance ? Comment renouer le lien politique avec des citoyens plus autonomes ? En quoi la situation française est-elle différente des autres démocraties européennes ? En quoi la démocratie directe ou la démocratie participative sont-elles des perspectives d'avenir ? Comment concevoir de manière réaliste une amélioration de la vie démocratique ? Telles sont les questions abordées dans cet ouvrage. Extrait de "La démocratie représentative est-elle en crise ?" de Luc Rouban, publié aux Editions La Documentation Française. 1/2

Avec Luc Rouban

L'analyse des données du Baromètre Cevipof montre que la confiance dans le personnel politique épouse apparemment une ligne de fracture qui passe entre les membres des classes supérieures, dotés de ressources économiques importantes, et les personnes appartenant aux catégories modestes, voire les exclus, qui rejettent globalement le personnel politique, qu'il soit national ou local, et s'abstiennent régulièrement aux élections présidentielles ou bien votent pour les candidats d'extrême droite ou d'extrême gauche au premier tour. Cependant, cette lecture en termes de classes doit être fortement nuancée. Par exemple, la présence de Nicolas Sarkozy à l'Élysée attirait la confiance autant des retraités des catégories supérieures, partageant une forte adhésion au libéralisme économique, que des policiers et des militaires, bien plus modestes, mais qui soutenaient son projet de renforcer la sécurité. L'analyse montre que la confiance politique s'inscrit toujours dans des contextes précis.

D'une part, la répartition des niveaux de confiance dans le personnel politique national ne suit pas une ligne de classe mais plutôt celle des catégories socioprofessionnelles, en fonction de leur orientation politique spécifique ou des intérêts qu'elles ont à défendre. Par exemple, les enseignants et les cadres du secteur public, majoritairement plutôt à gauche, ont un peu plus confiance en 2016 dans le tandem François Hollande-Manuel Valls que les professions libérales, plutôt centristes ou à droite. Le graphique ci-dessous montre que les valeurs ne varient pas en fonction de l'appartenance sociale mais bien plutôt en fonction de situations socioprofessionnelles précises. D'autre part, on observe que le diplôme joue de manière constante sur le niveau de confiance. Celui-ci s'élève singulièrement dès que les personnes interrogées sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, et cela quelle que soit la nature, nationale ou locale, du personnel politique en place. Si l'on crée un indice de confiance comptant chaque occurrence de confiance dans les diverses catégories d'élus, on observe que les personnes ayant un niveau scolaire inférieur au baccalauréat se situent à 2,1 contre 2,34 pour celles qui ont le niveau baccalauréat et 2,65 pour celles qui ont fait des études supérieures. Le degré de confiance dans les responsables politiques nationaux comme dans le personnel politique local s'échelonne dans le même ordre (de 0,37 à 0,67 pour le premier et de 1,74 à 2,02 pour le second).

Il existe donc bien une différenciation sociale dans la relation de confiance, mais celle-ci s'appuie davantage sur les ressources scolaires que sur les ressources économiques. Tout semble donc indiquer que la confiance varie plus en fonction des connaissances et de la maîtrise des codes culturels nécessaires pour analyser la vie politique, voire contacter les élus, que de la place objective occupée dans la sphère économique. La défiance politique ne peut donc pas seulement être considérée comme la recherche d'une autre organisation politique, puisque cette crise touche autant le local que le national, mais doit être aussi regardée comme traduisant la demande d'une autorité politique renouvelée s'appuyant sur un critère autre que l'efficacité. Efficacité et compétence sont des marqueurs surtout maîtrisés et valorisés par les plus diplômés. La crise de la confiance politique dévoile une fracture sociale profonde entre ceux qui peuvent participer pleinement à la vie politique et ceux qui sont laissés en périphérie. Cette fracture s'est élargie lorsque le personnel politique s'est emparé du registre gestionnaire pour se forger une légitimité moderne, inspirée des discours et des pratiques de l'entreprise. Après le second septennat de François Mitterrand, l'effacement de la sacralité habituellement attachée à la fonction politique sous la Ve République au profit d'un leadership entrepreneurial porté autant par les élus nationaux (la réforme de l'État depuis 2003, l'efficacité prônée par le président Macron) que par les élus locaux (le maire entrepreneur) n'a fait que renforcer les phénomènes de défiance. Puisque tout se résume au résultat, une partie importante de l'électorat ne peut qu'être déçue quand elle ne voit pas ses intérêts satisfaits ou même seulement reconnus, et qu'elle n'a de surcroît aucune confiance dans les mécanismes d'évaluation des résultats censés procurer une information fiable. C'est bien dans le rejet de la vision économiste du politique que le Front national peut trouver un soutien populaire, par sa critique tant de l'Union européenne ou du mondialisme financier que de la réduction du politique à de purs enjeux comptables, au risque de se trouver en porte-à-faux dans le débat économique en prônant la sortie de l'euro. À cette réduction économiste du politique s'ajoute un second élément qui approfondit la crise de la démocratie représentative : le passage progressif vers une certaine «démocratie utilitaire» (Luc Rouban, «La méfiance envers les élites ou la démocratie utilitaire», Cahiers français, 2010). Cet utilitarisme se retrouve chez ceux qui ont confiance dans les élus en vertu de la compétence qu'ils leur reconnaissent, mais tout autant chez ceux qui n'ont pas confiance en eux à cause de la distance sociale qu'ils leur reprochent. Dans un cas comme dans l'autre, la fonction même de représentation s'efface respectivement derrière la professionnalisation de l'élu ou son rôle de porte-parole de certains groupes sociaux. L'idée d'un débat d'intérêt général dépassant les intérêts contradictoires qui s'expriment au sein de la société est évacuée au profit d'un mandat plus ou moins impératif.

"La démocratie représentative est-elle en crise ?" de Luc Rouban, publié aux Editions [La Documentation Française](#)

Pour commander le livre, cliquez sur l'image

□